

Banque Havilland Investissements durables : quel est le rôle des marchés privés?

Propos recueillis par Milena Radoman

Selon Stefano Torti, directeur Investissements de la Banque Havilland, le véritable changement viendra des investisseurs sur les marchés privés.

Les investissements durables et le changement climatique sont, cette année plus que jamais, sous le feu des projecteurs des investisseurs et des régulateurs. Assistons-nous enfin à une augmentation de prise de conscience susceptible de créer un réel impact?

L'investissement durable n'est pas réellement une nouveauté. Quelques sociétés de gestion d'actifs et de Fonds se sont spécialisées dans ce domaine depuis plusieurs décennies. Toutefois, deux éléments ont évolué au cours des dernières années : l'approche des investisseurs et le cadre réglementaire.

L'approche des investisseurs, à l'instar des consommateurs, a radicalement changé avec une prise de conscience que le changement climatique est réel et que nous devons être conscients de l'impact de nos décisions d'investissement.

Et du côté de la réglementation?

On constate également une accélération, notamment en Europe. La pierre angulaire du changement réglementaire a été posée en mars de l'année dernière avec l'introduction du SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation), exigeant pour la première fois que les sociétés de gestion d'actifs fournissent des informations sur les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance de leurs investissements ainsi que sur leur impact sur la société et l'environnement. Le cadre réglementaire a ensuite franchi une nouvelle étape en août dernier avec la révision du Mifid en incluant les préférences des clients en matière d'investissements durables, une étape importante pour évaluer et respecter les objectifs de chaque investisseur en matière d'investissements environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Les résultats de l'évolution de la réglementation et des investisseurs sont déjà visibles : la part de marché des fonds UCITS européens qui prennent en compte les facteurs ESG à différents degrés (les dits fonds « Article 8 » et « Article 9 ») a finalement dépassé la barre des 50%, même si cela est principalement dû à la reclassification de fonds existants.

Cela signifie-t-il que nous sommes sur la bonne voie vers un véritable changement?

Du côté des titres cotés, des fonds et des titres à revenu fixe, le niveau de transparence et de pression est enfin là. Néanmoins, le problème majeur concerne malheureusement les marchés privés. Pour mettre en évidence que le véritable problème réside dans ce segment, il suffit de regarder les données. Par exemple, rien qu'aux États-Unis, on compte plus de 17 000 entreprises privées dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 100 millions de dollars, contre seulement quelque 2 600 sociétés cotées ayant le même chiffre d'affaires annuel (source : Capital IQ, février 2021). Cela signifie que la grande majorité des entreprises ne sont pas soumises à un niveau significatif de transparence et de contrôle en matière de développement durable. Même message avec

les émissions de CO² : selon les estimations du Climate Watch du World Resources Institute, l'immobilier et l'agriculture représentent plus d'un tiers des émissions mondiale de CO² et, supposément, ces 2 classes d'actifs sont principalement détenues par des propriétaires privés. Enfin, un grand nombre de fonds de capital-investissement, d'immobilier et de dette privée sont souvent hors du champ d'application de la réglementation quant à la divulgation des informations relatives à la finance durable en raison de leur juridiction ou de leur taille.

Comment s'assurer alors que les marchés privés sont impliqués et contribuent à un monde plus durable ?

En ce qui concerne les marchés privés, le véritable changement ne viendra probablement pas d'un cadre réglementaire différent ou plus strict. Le marché trop fragmenté et le niveau de complexité, combiné au manque de données, rendrait cette approche très difficile. Le véritable changement devrait venir de la base, des investisseurs. Les fonds de pension et les investisseurs institutionnels exercent déjà une pression sur cette classe d'actifs, notamment du point de vue de la durabilité, mais il faut maintenant que cela touche également les family offices, les investisseurs privés et même les clients bancaires, qui accèdent lentement à cet univers d'investissement. Nombreux sont ceux qui, aujourd'hui déjà, lorsqu'ils achètent une nouvelle voiture ou un nouveau bien immobilier, tiennent compte de leur efficacité énergétique et de l'impact environnemental de leurs actions. Il devrait en être de même lorsqu'ils investissent sur les marchés privés, cela serait bénéfique non seulement pour le monde en général, mais aussi pour le rendement futur de leur portefeuille.



Banque Havilland

Sustainability: the importance of private markets

Interview by Milena Radoman



According to Stefano Torti, Director of Investments at Banque Havilland, the real change will come from investors in the private markets.

Sustainable investments and climate change are two topics which are, this year more than ever, under the spotlight of investors and regulators. Are we finally seeing an acceleration, which can create a real impact?

Sustainable investing is not really something new, with some asset management companies and funds specialising in this area since several decades. However, two things have changed in the last few years: the investor's sensitivity to the subject and the regulatory framework.

Investors' sentiment, in line with the consumers, has changed dramatically, with the realisation that climate change is real and we need to be aware of the impact of our investment decisions.

And how about the regulatory aspect ?

We have noticed a boost of this aspect, especially in Europe. The cornerstone of the regulatory change came in March last year with the introduction of the SFDR, the Sustainable Finance Disclosure Regulation, requiring for the first time that asset-management companies provide information about their investments' environmental, social, and governance risks as well as their impact on society and the planet. The regulatory framework took then another step this August with the revision of the Mifid to include clients' sustainability preferences, an important step to assess and comply with each investor

objective when it comes to environmental, social and governance investing.

The results of the regulatory and investors evolution is already visible: the market share of European UCITs funds which take into consideration ESG at different degrees (the so called "Article 8" and "Article 9" funds) has finally passed the 50% mark, even though this is mainly due to the reclassification of existing funds.

Does that mean that we are well on track to produce a real change?

Certainly when it comes to listed securities, funds and fixed income, the level of transparency and pressure is finally here. Nevertheless, the "elephant in the room" are unfortunately private markets. To highlight that the real issue lays in this segment of the investment universe, we just need to look at the data. For example, only in the US, there are over 17,000 private companies with annual revenue of over \$100m compared to only around 2,600 public companies with the same annual revenues (source: Capital IQ, February 2021). This means that the large majority of businesses are not subject to any meaningful level of transparency and scrutiny when it comes to sustainability. Looking at CO2 emissions, we get a similar message: according to the Climate Watch of the World Resources Institute estimates, real estate and agriculture account for more than

one third of global emissions and we can safely assume that these two assets classes tend to be largely in the hands of private owners. Finally, a large number of private equity, real estate and private debt funds are often out of scope of the Sustainable Finance Disclosure Regulation due to their jurisdiction or size.

How then to make sure that private markets are involved and contributing to a more sustainable world?

When it comes to private markets, the real change will not probably come from a different or more stringent regulatory framework, as the market it is too fragmented and the level of complexity combined with the lack of data would make this approach very difficult. The real change will need to come bottom-up, from the investors. Pension funds and institutional investors are already putting pressure on this asset class also from a sustainability perspective, but that needs now to touch also family offices, private investors and even retail clients, which are now slowly accessing this investment universe. Many of us already today when buying a new car or a new real estate asset, we do consider their energy efficiency and the environmental impact of our actions; so we should do when investing in private markets as this will not only do well for the world, but also for our future portfolio returns.